



## NOTE D'ÉDUCATION PERMANENTE

de l'ASBL Fondation Travail-Université (FTU)

www.ftu.be

N°2023– 14, décembre 2023

# Qu'est-ce que l'écosocialisme ? (1)

## A la racine de la crise écologique

*Circulant de plus en plus ces dernières années, le qualificatif « écosocialiste » se voit revendiqué par des organisations politiques très diverses, depuis la gauche de rupture anticapitaliste jusqu'aux partis socio-démocrates centristes, comme les Partis Socialistes français et belge. Face à la diffusion de ce terme, et aux inévitables divergences d'interprétation qui en sont données, nous proposons de revenir sur les textes fondateurs de Michael Löwy, afin d'en rappeler la signification première et les enjeux idéologiques et politiques principaux. Cette analyse ébauche ainsi une définition de l'écosocialisme, explore les causes systémiques qu'il attribue à la crise écologique, et explicite son rapport polémique au capitalisme vert et autres formes de « développement durable ».*

### INTRODUCTION

Développé à l'origine au sein de courants intellectuels et politiques marxistes radicaux d'Amérique du Sud et du Nord au cœur des années d'or de l'altermondialisme<sup>1</sup>, le terme d'écosocialisme a commencé ces dernières années à faire son apparition dans le champ politique, intellectuel et médiatique mainstream en Belgique<sup>2</sup> et en France<sup>3</sup>. Si le terme apparaît vraisemblablement en 1975 sous la plume du docteur en sciences Joël de Rosnay<sup>4</sup>, il n'a véritablement commencé à circuler en tant qu'étiquette politique qu'au début des années 2000, notamment suite à la publication en septembre 2001 du *Manifeste écosocialiste international* rédigé par Michael Löwy, Joël Kovel et un collectif de signataires<sup>5</sup>. Aujourd'hui, le terme « écosocialisme » se voit repris à leur propre compte par des organisations politiques très diverses, depuis la gauche de rupture

<sup>1</sup> Deux dates clés pour situer l'altermondialisme : les manifestations de novembre 1999 à Seattle, à l'occasion de la troisième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; et celles à l'occasion du sommet du G8 à Gênes en juillet 2001.

<sup>2</sup> Paul MAGNETTE, *La vie large. Manifeste écosocialiste*, Paris, La Découverte, 2022.

<sup>3</sup> Mathieu DEJEAN, « À gauche, l'écosocialisme s'impose comme trait d'union », *Mediapart*, 20 juin 2023, URL : <https://www.mediapart.fr/journal/politique/180623/gauche-l-ecosocialisme-s-impose-comme-trait-d-union>

<sup>4</sup> Joël de ROSNAY, *Le Macroscopie. Vers une vision globale*, Paris, Seuil, 1975.

<sup>5</sup> Repris dans Michael LOWY, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits (Fayard), 2011, pp. 193-199.

anticapitaliste<sup>6</sup>, jusqu'aux partis socio-démocrates historiques, comme les Partis Socialistes français et belge. Entre ces différents partis et courants, le sens précis donné à ce terme et le degré de radicalité des options politiques qu'il désigne varient fortement.

Face à cette prolifération de déclarations d'écossocialisme, y compris au sein de formations politiques plus ou moins centristes qui n'ont à première vue pas grand-chose à voir avec le marxisme radical des premiers écossocialistes déclarés, il nous semble utile de revenir au sens que ceux-ci ont donné au terme. Notre but n'est pas ici de jouer la police du langage, et de dire s'il est légitime ou non pour telle ou telle formation de se déclarer écossocialiste. Il s'agit plutôt de proposer un petit travail de clarification historique et idéologique, à partir duquel il serait ensuite possible de se positionner et d'évaluer les enjeux de la « *mainstreamisation* » d'un certain label écossocialiste. En tout état de cause, et à titre d'hypothèse que nous soumettons à discussion, il nous paraît vraisemblable que cette *mainstreamisation* relève à la fois :

- 1) d'une forme de radicalisation « rouge-verte » d'une certaine gauche plutôt centriste, historiquement peu sensible aux enjeux écologiques et aujourd'hui en perte de vitesse électorale face à de nouvelles formations qui la débordent par sa gauche<sup>7</sup> ;
- 2) d'un affaiblissement du tranchant radical du terme originel désormais repris comme élément de langage dans des déclarations de principe qui n'engagent pas en soi de profonds changements dans les objectifs, stratégies et moyens de l'action politique des partis socio-démocrates historiques<sup>8</sup>.

## ALLIER ÉCOLOGIE ET SOCIALISME

Dès ses textes programmatiques et fondateurs du début des années 2000, et conformément à l'esprit décentralisé et protéiforme des mouvements liés à la constellation de l'altermondialisme, l'écossocialisme n'apparaît pas comme un courant unifié ni comme un ensemble strictement cohérent et clairement défini. Il n'en recouvre pas moins un ensemble de points idéologiques centraux communs aux différentes variantes qui peuvent en être adoptées.

Dans sa définition la plus simple donnée par Michael Löwy, l'écossocialisme se conçoit comme l'alliance entre un socialisme débarrassé de la logique productiviste et une écologie farouchement anticapitaliste. Ainsi défini en termes négatifs, l'écossocialisme repose en guise de prémisse fondamentale sur l'idée qu'un socialisme non écologique est une impasse, et qu'une écologie non socialiste est incapable de se porter à la hauteur des enjeux actuels qui mettent en cause le mode de production capitaliste en tant que tel. L'écossocialisme s'oppose ainsi d'une part à tous les tenants d'un capitalisme vert ou d'un écologisme qui se conçoit dans les limites du marché et du mode de production capitaliste (dont « développement durable » est souvent l'un des noms)<sup>9</sup>, et d'autre part à celles et ceux qui militent pour un socialisme ou un anticapitalisme qui ne serait pas écologiste, par exemple selon le modèle du productivisme qui a caractérisé l'économie soviétique en URSS, ou bien sur le modèle d'une social-démocratie occidentale dont les conquêtes sociales ont reposé et reposent encore aujourd'hui sur une énorme dette écologique<sup>10</sup>.

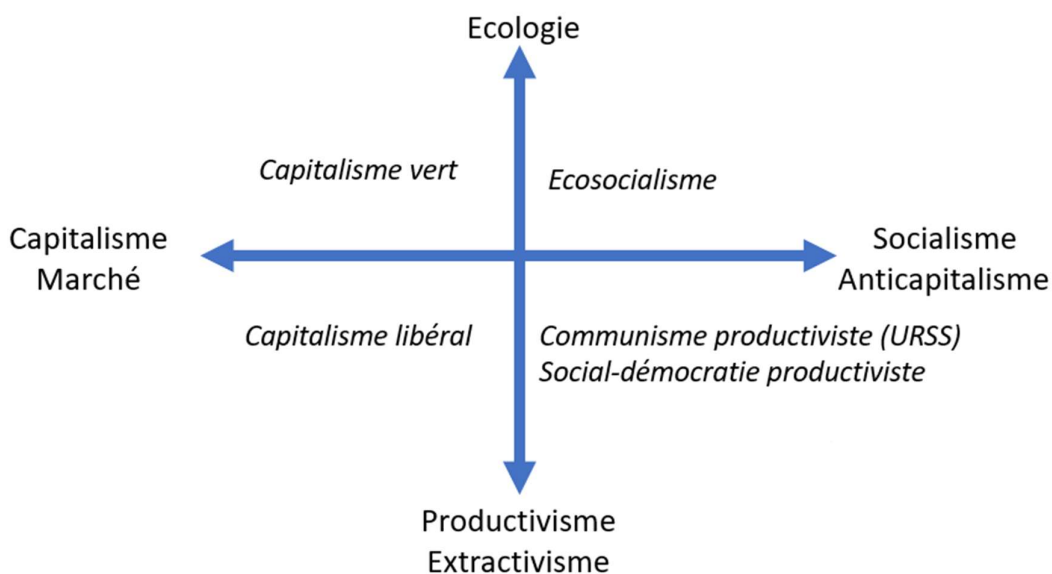
<sup>6</sup> Voir par exemple en Belgique la « Gauche anticapitaliste » (anciennement LCR jusque 2017) ([www.gaucheanticapitaliste.org](http://www.gaucheanticapitaliste.org)) et en France la « Gauche écossocialiste » investie au sein de la France Insoumise et de la NUPES ([www.gauche-ecossocialiste.org](http://www.gauche-ecossocialiste.org)).

<sup>7</sup> Le cas de la chute électorale du PS français (avant la création de la NUPES [*Nouvelle Union populaire, écologique et sociale*]) est ici tout à fait emblématique. Si le PS belge francophone est encore loin de tomber aussi bas dans les résultats et les sondages, il n'en est pas moins menacé et poussé par sa gauche par le PTB.

<sup>8</sup> « À mesure que le concept gagne en extension, il perd en précision et en radicalité », note le philosophe Paul Guillibert dans Mathieu DEJEAN, *art. cit.*

<sup>9</sup> Daniel TANURO, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010.

<sup>10</sup> Voir notre analyse Jean MATTHYS, « Le syndicalisme face à l'écologie. Pistes et obstacles pour un syndicalisme écologique », Note d'éducation permanente de l'ASBL Fondation Travail-Université, octobre 2023. URL : <https://www.ftu.be/index.php/publications/accompagnement-de-la-vie-associative/449-le-syndicalisme-face-a-l-ecologie>



Ainsi, si le mouvement écosocialiste est dès son origine marqué par une diversité de variantes d'opinions et de perspectives, il s'adresse à quiconque « vise à stopper et à renverser le processus désastreux du réchauffement global en particulier et l'écocide capitaliste en général, et à construire une alternative radicale et pratique au système capitaliste »<sup>11</sup>. Cette alternative doit, selon les mots de Löwy, prendre la forme d'une « société écologiquement rationnelle fondée sur le contrôle démocratique, l'égalité sociale et la prédominance de la valeur d'usage »<sup>12</sup>. Ainsi pour l'écosocialisme, il n'y a pas d'écologie possible en dehors de la remise en question de la logique capitaliste comme telle : « la logique du marché et du profit – de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique de feu du "socialisme réel" – est incompatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel »<sup>13</sup>.

Si l'écologie exige une sortie de la logique du marché, elle ne suppose alors rien de moins que « la propriété collective des moyens de production, une planification démocratique qui permette à la société de définir les buts de la production et les investissements, et une nouvelle structure technologique des forces productives »<sup>14</sup>. Il s'agit donc bien d'une révolution, non pas au sens d'un soulèvement violent, mais au sens d'une transformation radicale et globale de l'ensemble des sphères de la société, aussi bien au niveau économique (rapports de production, composition technologique des forces productives, procès de production, utilisation des ressources, etc.) que social (inégalités, accès aux moyens de subsistance, etc.) et politique (rapports de propriété, organes d'une démocratie élargie et approfondie y compris pour délibérer et prendre des décisions dans le champ de l'économie, au niveau local aussi bien que global, etc.).

L'écosocialisme implique une transformation sociale révolutionnaire, qui nécessitera la limitation de la croissance et la transformation des besoins par un transfert radical des critères économiques quantitatifs vers des critères qualitatifs, et une substitution de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Ces objectifs exigent le contrôle démocratique de la sphère économique, en permettant à la société de définir collectivement ses buts d'investissement et de production, et la collectivisation des moyens de production. Seules la prise de décision et la propriété collective de la production peuvent offrir la perspective à long terme qui est nécessaire pour l'équilibre et la durabilité de nos systèmes sociaux et de la nature<sup>15</sup>.

<sup>11</sup> M. LOWY, *op. cit.*, p. 211.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 212.

## LES CAUSES STRUCTURELLES DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Avant de discuter de la stratégie ou de l'horizon social et politique proposé par les écosocialistes, il s'agit de voir que leur position repose avant tout sur un constat théorique qui est porté sur les causes profondes de la crise écologique. C'est bien de ce constat qu'il s'agit de discuter, pour éventuellement décider d'en tirer les conséquences : pour les écosocialistes, c'est le *mode de production capitaliste* en tant que tel qui est en cause.

En agissant sur la nature et son équilibre écologique, dans l'obligation constante d'étendre sa rentabilité, ce régime expose les écosystèmes à des pollutions déstabilisantes, fragmente les habitats naturels qui ont évolué pendant des millénaires pour permettre l'épanouissement des organismes vivants, gaspille les ressources, réduit la vitalité charnelle de la nature à l'échange glacial qu'exige l'accumulation du capital<sup>16</sup>.

Il s'agit bien ici de la logique implacable d'un système économique global dont l'essence repose sur l'accumulation sans fin de toujours plus de profit.

La dévastation écologique, résultant de la nécessité insatiable d'augmenter les profits, n'est pas une dimension accidentelle du capitalisme : elle est contenue dans l'ADN du système et ne peut pas être réellement écartée. La production guidée par la recherche des profits ne considère que le court terme pour prendre ses décisions d'investissement, et ne peut pas prendre en considération la santé et la stabilité à long terme de l'environnement. L'expansion économique infinie est incompatible avec les écosystèmes finis et fragiles, mais le système économique capitaliste ne peut pas tolérer des limites à la croissance ; son besoin constant d'expansion renversera toutes les limites qui pourraient être imposées au nom du « développement durable ». <sup>17</sup>

L'écosocialisme se base ici sur les analyses de Marx qui définit le capital comme un mouvement illimité de production de profit à partir de l'exploitation du travail humain et des ressources naturelles<sup>18</sup>. Le « capital » n'est pas une simple somme d'argent, ni un patrimoine ou un revenu : le capital est cette forme particulière d'argent qui cherche à s'accroître en s'investissant dans le procès de production qu'il organise et dont il s'agit d'extraire un « plus » : la plus-value. Dans une perspective marxiste, cette véritable « pulsion d'accumulation » qui définit l'essence du capitalisme n'est pas analysable en termes psychologiques d'avidité de « méchants riches » qui veulent toujours s'enrichir et qu'il faudrait moraliser pour leur apprendre à se limiter et être raisonnables : elle définit une logique et une mécanique sociale qui contraint tous les individus et les groupes qui sont pris en elle. Si toutes les sociétés humaines ont toujours dû organiser une forme ou une autre de travail pour produire leurs moyens de subsistance, dans le mode de production capitaliste c'est la logique très particulière du profit qui organise et définit la manière dont les groupes sociaux et individus peuvent produire et obtenir de quoi reproduire leurs conditions d'existence. C'est ainsi que, sous la loi du profit, les travailleurs sont structurellement contraints de louer leur force de travail en échange d'un salaire reçu en échange d'un travail dont les conditions, les moyens, les finalités et les produits sont fixés et possédés par les capitalistes ; et que, de leur côté, les capitalistes sont également contraints de faire croître leur capital et de participer à la course folle de la concurrence à la croissance, à la technologie et au dumping social, sous peine de faire faillite ou de se faire racheter par un concurrent sur un marché qui s'étend à l'échelle du globe. C'est donc une forme de « toujours plus » sans limite, de course en avant dans l'exploitation de la nature et du travail, qui définit la logique même du capitalisme.

Ainsi, le système capitaliste, en soi instable, ne peut pas réglementer sa propre activité, et encore moins surmonter les crises provoquées par sa croissance chaotique et parasitaire, parce que faire ainsi exigerait que des limites soient imposées à l'accumulation - option inacceptable pour un système basé sur une règle : croissez ou disparaissez. Si le capitalisme demeure l'ordre social dominant, le mieux que nous pouvons prévoir, ce sont des conditions climatiques insupportables, une intensification des crises sociales et la diffusion de formes de plus en plus barbares de la domination de classe, comme des affrontements entre puissances impérialistes, ou entre ces dernières et l'ensemble des régions du sud, pour le contrôle des ressources en baisse dans le monde. Au pire,

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 194.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 207.

<sup>18</sup> Karl MARX, *Le Capital*, Livre I, Paris, PUF, 1994.

la vie de l'humanité elle-même est menacée<sup>19</sup>.

Le capital ne connaît ainsi pas de limite interne à la course au profit, et il a vocation à dépasser toute limite que l'on s'efforce de lui imposer. C'est pourquoi il provoque régulièrement des crises, et qu'il est aujourd'hui à la source d'une crise majeure qu'il ne semble pas être en mesure de métaboliser : la confrontation aux limites externes imposées par la nature, la finitude des ressources, les limites incontournables des rythmes de leur régénération, les effets négatifs de leur surexploitation sur l'environnement et la santé des humains et non-humains. S'il est probable que, à long terme, le capitalisme ne se relèvera pas de la crise écologique qu'il a provoquée, il n'y a pourtant aucun réconfort à trouver dans cette prévision d'un « effondrement » : c'est la majeure partie des sociétés humaines et des milieux écologiques que le capitalisme va emporter et détruire dans sa chute. Et à brève échéance, face aux premiers remous d'une catastrophe déjà en cours, « la seule solution à la portée du système capitaliste est le recours à la force brutale, qui accroît l'aliénation et sème les graines du terrorisme comme du contre-terrorisme, évoluant vers une variante nouvelle et maligne du fascisme »<sup>20</sup>. D'où que Löwy parle parfois de la révolution écosocialiste comme d'un « frein d'urgence » à enclencher sur un « train de la civilisation capitaliste » qui accélère encore aujourd'hui « sa course vers l'abîme, un abîme qui s'appelle catastrophe écologique »<sup>21</sup>. Et Löwy d'ajouter aussitôt que l'abîme n'est pas cette apocalypse au loin devant nous : « la catastrophe a déjà commencé », « nous sommes dans une course contre la montre pour tenter de contenir, puis d'arrêter cette fuite en avant »<sup>22</sup>.

## NI CAPITALISME VERT, NI SOCIALISME PRODUCTIVISTE

Etant donnée la radicalité du constat sur les causes structurelles profondes de la crise écologique, il n'est pas étonnant que les écosocialistes se définissent en opposition frontale avec les différentes positions qui soutiennent que, d'une manière ou d'une autre, « les dommages écologiques du monde peuvent être surmontés sans rupture avec les mécanismes du marché et avec le système d'accumulation qui dirige l'économie mondiale »<sup>23</sup>. Aucun espoir n'est à placer dans la capacité du système capitaliste à métaboliser les enjeux écologiques, à chiffrer et valoriser économiquement les indicateurs d'énergie ou de ressources, ou, comme le disent les économistes, à « internaliser les externalités ».

La rationalité bornée du marché capitaliste, avec son calcul immédiatiste des pertes et des profits, est intrinsèquement contradictoire avec une rationalité écologique, qui prend en compte la temporalité longue des cycles naturels [...] c'est le système lui-même, fondé sur l'impitoyable compétition, les exigences de rentabilité, la course au profit rapide, qui est destructeur des équilibres naturels<sup>24</sup>.

C'est pourquoi il faut, selon Löwy, « s'attaquer au mode de production lui-même ». Cela implique une complète refonte de la manière dont nos sociétés produisent leurs moyens de subsistance, organisent la propriété et le travail, et prennent des décisions collectives.

Seule une prise en charge collective et démocratique permettrait à la fois de répondre aux besoins sociaux réels, de réduire le temps de travail, de supprimer les productions inutiles et nuisibles, de remplacer les énergies fossiles par le solaire. Ce qui implique une incursion profonde dans le régime de la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public et de la gratuité, bref un plan écosocialiste cohérent<sup>25</sup>.

Selon la terminologie de Karl Polanyi, il s'agit pour les écosocialistes de « réintriquer », de « réencastrier » l'économique dans l'écologique, le social et le politique<sup>26</sup>.

Les écosocialistes pointent ainsi l'impuissance d'une écologie non socialiste, marquée par la faiblesse d'un

---

<sup>19</sup> M. LOWY, *op. cit.*, pp. 207-208.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 195.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 209.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>26</sup> *Ibid.*, pp. 35 et 37.

diagnostic qui ne voit pas le lien intrinsèque entre productivisme et capitalisme, et se prendrait à rêver d'un capitalisme régulé, « propre », autolimité. Une telle écologie capitalo-compatible est aussi une écologie qui ne fait pas du travail et des conflits du travail un point névralgique pour la transition écologique ; à l'inverse, « les écosocialistes savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système, et pour l'établissement d'une nouvelle société, socialiste et écologique »<sup>27</sup>.

Mais il y a tout aussi bien l'impasse d'un socialisme non écologique, qui prend souvent deux formes : la première relève d'une vision social-démocrate qui baserait l'amélioration du sort des classes laborieuses sur la poursuite voire le renforcement de la destruction écologique. « L'absence de position anti-capitaliste cohérente a conduit la plupart des partis verts européens – en France, en Allemagne, en Italie et en Belgique notamment – à devenir de simples partenaires “éco-réformistes” de la gestion sociale-libérale du capitalisme par les gouvernements de centre gauche »<sup>28</sup>. La seconde impasse résulte d'une vision socialiste plus radicale qui défend un changement profond des formes de propriété au profit d'une gestion étatique de l'économie, mais ce faisant n'arrache l'économie au diktat du marché que pour mieux le confier au diktat d'une machinerie étatique à la fois bureaucratique et autoritaire, au service d'une économie non moins productiviste. Telle est l'une des leçons de l'échec des expériences socialistes au 20<sup>e</sup> siècle : « Si le changement des formes de propriété n'est pas suivi d'une gestion démocratique et d'une réorganisation écologique du système de production, c'est l'impasse »<sup>29</sup>.

## CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE ET TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE

L'enjeu absolument central qui est posé ici par l'écosocialisme est celui du « contrôle des moyens de production, et surtout des décisions d'investissement et de mutation technologique : le pouvoir décisionnaire en ces domaines doit être arraché aux banques et aux entreprises capitalistes pour être restitué à la société qui seule peut prendre en compte l'intérêt général »<sup>30</sup>. La question demeure résolument ouverte de savoir quelles formes institutionnelles précises pourraient prendre les lieux de représentation et/ou de délibération directe de « la société » en tant qu'unique source de légitimité des décisions collectives, y compris économiques (ce qui implique, on l'a vu, une forme de planification). Le point central est en tout cas de refuser ce qui en tient lieu dans le mode de production capitaliste, à savoir le marché, et de lui substituer des organismes et institutions proprement politiques dont les normes, valeurs et principes de décision ne seront pas réductibles à la seule loi du profit.

A quoi il faut ajouter que, fidèle à une certaine tradition marxiste marquée par l'expérience de la Commune de Paris et l'interprétation qu'en a faite Marx<sup>31</sup>, l'écosocialisme refuse de passer du diktat du marché à un contrôle de l'économie par une forme pauvre de démocratie représentative parlementaire, dont nous connaissons les travers participatifs et technocratiques. Il s'agit bien plutôt de coupler une transformation économique avec une transformation politique non moins profonde et radicale, par un approfondissement et une extension généralisée de la démocratie, directe et représentative, en divers lieux de délibérations, de l'échelle locale à l'échelle globale.

Pour les écosocialistes, cette démocratisation de l'économie est la condition pour une profonde réorientation, en fait une *mutation* technologique de la production. Non pas un « technofix » capitaliste dans le cadre du mode de production existant, ni même une réappropriation « socialiste » d'un appareil productif laissé en l'état, mais un changement de mode de production et de consommation accompagné par le remplacement des sources actuelles d'énergie par d'autres, non polluantes et renouvelables<sup>32</sup>. De la même

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 30-31.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>31</sup> K. MARX, « La guerre civile en France », in K. Marx, F. Engels, *Sur la Commune de Paris. Textes et controverses*, éd. et tr. fr. par S. Kouvélakis, Paris, Éditions sociales, 2021, pp. 155-202.

<sup>32</sup> *Ibid.*



manière qu'en 1871, commentant l'expérience de la Commune de Paris, Marx estime que le prolétariat ne peut pas se contenter de saisir l'appareil d'Etat pour le faire fonctionner à son propre compte, mais doit le « briser » et le remplacer par un autre, de nature totalement différente et plus démocratique ; de même pour les écosocialistes, l'appareil productif légué par le capitalisme ne doit pas simplement être débarrassé des rapports de production (en particulier les rapports juridiques de propriété et le pouvoir décisionnaire sur les moyens et finalités de la production) dans l'espoir que les forces productives soient libérées et puissent se développer de manière illimitée (ce qui correspond bien à un certain fantasme porté par le capital lui-même, et qui était partagé par le productivisme soviétique). Pour les écosocialistes au contraire :

Par sa nature et sa structure, [l'appareil productif] n'est pas neutre, il est au service de l'accumulation du capital et de l'expansion illimitée du marché. Il est en contradiction avec les exigences de sauvegarde de l'environnement et de santé de la force de travail. Il faut donc le « révolutionnariser » en transformant radicalement sa nature. Cela peut signifier, pour certaines branches de la production [...] de le briser.<sup>33</sup>

Et Löwy d'ajouter, illustrant le fait que l'écosocialisme implique une attention aux conditions de travail et de vie de la classe laborieuse au cours même de la transition : « il va de soi que chaque transformation du système productif ou des transports [...] doit se faire avec la garantie du plein emploi de la force de travail »<sup>34</sup>. Ici encore, seule l'implication démocratique de toute la société, en particulier des travailleurs et travailleuses qui constituent le cœur du processus de révolution écosocialiste, pourrait permettre que cette transition radicale soit juste, et non pas imposée d'en haut au détriment des conditions de vie des classes laborieuses et populaires.

Cette transformation qui vise à allier justice écologique et justice sociale ne peut, pour les écosocialistes, que passer par une forme de *planification* démocratique de l'économie. Dans la prochaine analyse, nous nous proposons d'interroger l'actualité de cette idée après les échecs des tentatives communistes du 20<sup>e</sup> siècle.

## Jean MATTHYS

Chargé de recherches à la FTU

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé.

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues auprès de [christine.steinbach@ftu.be](mailto:christine.steinbach@ftu.be)

## FTU – Association pour une Fondation Travail-Université

Chaussée de Haecht, 579  
1030 Bruxelles  
+32-2-2463851

Site éducation permanente : [www.ftu.be](http://www.ftu.be)

Éditrice responsable : Dominique Decoux

Avec le soutien de la  FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

<sup>33</sup> *Ibid.*, pp. 39-40.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 40.